



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€



Je suis le **code** du travail



Actualité

La meilleure défense, c'est l'attaque, par Gpe Salvador-Seguí, page 3

Pandora réprime, arrête, emprisonne, par CNT-AIT, page 4

Je ne suis pas aux ordres, par Justhom, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

L'Anarchist Black Cross Paris-Banlieue, par ABC, page 7

Arguments

L'arme du savoir enrayée, par A. Pavlowski, page 8

Anarchisme et violence fantasmée, par L. F., page 10

Clairs dans nos têtes, par Gpe Regard noir, page 12

Sans dieu ni haine, par J. Hénocque, page 13

Obscénité religieuse (2/2), par Cornélius, page 15

À lire

Inégalités hommes-femmes, par F. Pian, page 19

Le mouvement

La FA à Marseille, par gpe Germinal, page 21

Ganek Sánchez Guevara, par D. Pinós, page 22

Illustrations

Aurelio, Faujour, Krokaga



De l'argent, y en avait... dans les poches de l'État. Nous voilà rassurés. Nous étions sur le point de nous laisser convaincre que les caisses de l'État étaient vides, puisqu'on ne nous annonçait que coupes budgétaires et suppressions de postes. Et puis, miracle. Il a suffi d'une hécatombe déclenchée par la reproduction d'un visage de prophète et, de nouveau, des postes sont à pourvoir, des budgets accordés à coups de millions généreux. Pour la Santé, l'Éducation ? Ne nous faites pas rire, nous avons les lèvres gercées. Non, nous vous parlons d'urgence nationale, là. Valls, de plus en plus raide dans ses postures, a tout balancé d'un coup : tout pour les forces de l'ordre et l'armée ; renforcement général des moyens financiers techniques et humains de l'anti-terrorisme, tant sur le plan police que sur le plan justice. Création de 2 680 emplois sur trois ans. Et questions pépètes : 736 millions d'euros injectés sur trois ans. La future loi sur le renseignement sera présentée au Parlement début mars, avec au menu l'extension des écoutes téléphoniques. Ça promet. Le tout au milieu d'un climat de délation qui va s'amplifier. On vit décidément une époque formidable.

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

La meilleure **défense sociale**, c'est l'**attaque** organisée !

LUNDI 26 JANVIER, nous étions une fois de plus dans la rue pour exprimer notre révolte face à la politique de casse sociale menée tous azimuts par l'État. Comme toujours, nous – salariés, précaires et chômeurs – serons les premiers touchés par cette « loi Macron » discutée à partir d'aujourd'hui à l'Assemblée. Une loi proposée par un ministre prétendu socialiste, qui entérine la libéralisation galopante de l'économie via la casse du Code du travail. Le tout en avançant main dans la main avec un patronat qui, depuis l'arrivée d'Hollande au pouvoir, n'a cessé de recevoir des cadeaux fiscaux (plus de 40 milliards d'euros à l'heure actuelle). Petit zoom sur ce que nous prépare cette loi scélérate censée réformer l'économie.

Travailler le dimanche

Le projet de « loi Macron » prévoit l'ouverture des commerces le dimanche jusqu'à douze fois par an. Sur le papier, ce travail dominical devra reposer sur le volontariat. Mais nous ne sommes pas dupes : les patrons savent très bien user de la pression pour que leurs employés fassent leurs quatre volontés, et, quand on est seul et dans le besoin, il est parfois difficile de dire non. En outre, la loi prévoit une déréglementation des compensations financières généralement accordées pour tout travail réalisé le dimanche et la nuit. L'ambition affichée ici par cette nouvelle loi est claire : faire du dimanche un jour travaillé comme les autres.

Sécuriser la délinquance patronale

Le délit d'entrave à l'exercice du droit syndical, actuellement puni d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 euros, ne sera plus passible que d'une « sanction financière ». Il s'agit ici d'une tentative, à peine cachée, de casser l'exercice du syndicalisme en France en permettant à la délinquance patronale de s'exprimer plus facilement, sans s'exposer à de gros risques judiciaires.

Casser la justice du travail

Actuellement, les prud'hommes sont les seules instances qui permettent au salarié, lors d'un litige professionnel, d'avoir une représentation syndicale pour se défendre face au patronat. En transférant les affaires de droit du travail à une juridiction profes-



sionnelle, la loi Macron entend retirer au salarié son droit à une défense syndicale et protéger ainsi, une fois encore, la délinquance patronale. L'État veut court-circuiter le droit du travail et revenir sur deux cents ans de lutte syndicale !

Nous nous sommes battus pour obtenir des acquis sociaux et, aujourd'hui, nous nous battons pour les conserver ! Cette casse sociale généralisée – sans commune mesure depuis dix ans – orchestrée par un gouvernement socialiste devrait enfin nous faire comprendre qu'il n'y a rien à attendre de l'État. Pour que la balance penche de notre côté dans la lutte des classes en cours, nous

ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Pour contrecarrer leurs ambitions antisociales, seules nos luttes, organisées sur des bases autonomes, loin des univers fétides des partis politiques avides de récupération, nous donneront satisfaction. Et pour sortir de la boucle sans fin des ripostes, anticipons notre avenir en organisant l'offensive. Les quelques acquis qui nous restent sont insuffisants, il ne suffit plus de défendre, il faut désormais attaquer. Et sévèrement.

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Espagne

Pandora réprime, arrête et emprisonne



LE MARDI 16 DÉCEMBRE 2014, sous l'accusation d'association terroriste, le royaume d'Espagne arrêta, dans le cadre du dénommé « Cas Pandora », quatorze personnes et en incarcéra sept en préventive dans l'attente d'un jugement. Le même jour, à Madrid et à Barcelone, la police nationale dispersait violemment, et en procédant à quatre nouvelles détentions, des manifestations spontanées de plus de 800 personnes.

L'Espagne, l'un des quatre pays européens accusés de tortures et de racisme policiers par Amnesty International, se révèle par sa violente répression étatique en se protégeant par une loi antiterroriste ambiguë et récemment réformée (dix jours d'isolement pour le détenu, au risque de possibles tortures, violations et autres mauvais traitements) qui définit comme infraction à caractère terroriste des actions « dont la fin est de bouleverser l'ordre constitutionnel ou d'altérer gravement la paix publique ».

Sous cette accusation, en Espagne, les gens sont susceptibles d'être détenus et même emprisonnés – en vue d'un jugement qui n'arrive jamais – affublés de présupposés idéologiques qui ne répondent en réalité qu'aux profils établis par un pouvoir judiciaire au service des intérêts du parti politique dirigeant du moment.

Il semble que, pour l'Espagne, le nouveau « danger » se situe dans la possession de matériels de destruction massive tels des « fusées de détresse », des « balles de golf », des « canifs », ainsi que d'« écrits qui incitent à l'effusion de sang » (qui n'ont pas été rendus publics et dont les contenus n'ont pas été précisés) ou qui, d'après les pouvoirs en place, « incitent à la subversion de l'ordre établi » (définition littéralement reproduite des déclarations officielles après les détentions).

Parmi les accusations figurent plus de vingt explosions dont personne n'a jamais été informé et dont les médias ne se sont pas fait l'écho, à l'exception de l'explosion de la basilique du Pilar de Saragosse, pour laquelle on a inculpé deux personnes d'origine chilienne qui sont actuellement détenues sans jugement et auxquelles, jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas attribué de complices, bien que, depuis peu, on essaie de les associer à ces autres détenus.

Il est clair que nous nous trouvons devant un nouveau montage semblable à ceux déjà vécus dans les années 1970 et 1980 avec lesquels l'appareil policier attribuait aux organisations libertaires les attentats commis par l'ETA récemment disparue, y compris après leur revendication par cette dernière de manière officielle. La différence

avec ces nouvelles et absurdes accusations réside dans le fait qu'il y manque toujours des attentats, des victimes, des explosifs, des faits réels qui pourraient soutenir cette présumée vague d'explosions.

Il est évident qu'un système qui devient progressivement corrompu et décadent a besoin d'expurger chaque fois plus ses maux. Un système administratif et financier qui vole ses « citoyens » a besoin de diriger l'opinion publique vers les prétendues conspirations. Celles-ci sont les ultimes conséquences d'un État qui, héritier de la dictature, n'a jamais atteint la séparation basique des pouvoirs judiciaire, législatif, et exécutif, où la justice obéit au gouvernement ainsi qu'aux lois promulguées par ce dernier.

Pour cela, nous dénonçons toute collaboration avec un pays qui travaille à l'exploitation du peuple par le caciquisme dans la plus honteuse caricature européenne de la démocratie.

Stop aux détentions arbitraires et aux disparitions des travailleurs, où qu'ils résident !

CNT-AIT

Je ne suis pas aux ordres !

JE NE SUIS pas aux ordres de quiconque, quand bien même il est président de la République. Il suffit pour désobéir de se poser quelques questions de bon sens. Afin de comprendre de quelle façon les politiciens se servent des événements tragiques pour taire leur responsabilité et, surtout, faire oublier leur politique antisociale.

Il est également hors de question que je répète bêtement comme un automate et sans réfléchir ce que les médias aux ordres ressassent sans relâche : « C'est une atteinte aux libertés ! » Certes cet attentat et cette prise d'otages, je les condamne, mais il n'y a aucune raison pour que je m'associe à cet appel à l'unité nationale venant des politiciens. D'autant que, pour justifier cet appel, ils prennent des mines confites et outrées alors que ce sont les premiers à porter atteinte et à bafouer les libertés. Les médias, ils en ont le contrôle tout comme le patronat, car ils les tiennent financièrement et politiquement. À un point tel que les journalistes s'autocensurent.

Je ne m'associerai pas à cette « union nationale » factice, de circonstance, qui permet à des hommes et des femmes (les représentants politiques, religieux) de se faire une virginité en appelant à « l'union sacrée » et de faire l'impasse sur ce qu'ils sont : des êtres intolérants. Car les religions sont des idéologies de soumission et de résignation, elles sont porteuses d'actes fanatiques et criminels.

Je n'irai pas manifester bras dessus bras dessous avec des personnes qui méprisent les travailleurs et asservissent le peuple. Tous ces donneurs de leçons voudraient nous faire avaler que la lutte des classes est devenue obsolète et qu'elle est à ranger aux rayons des accessoires, des antiquités. La preuve, le peuple ne fait qu'un avec ses oppresseurs. On a pu le voir dimanche 11 janvier où se côtoyaient dans la rue : ouvriers, cadres, salariés, retraités, jeunes, politiciens, artistes, curés, rabbins, imams, policiers, politiciens, journalistes... tous unis pour sauver les libertés !

Je ne cautionnerai pas, par ma présence, l'hypocrisie des politiciens qui sont des

marchands d'armes. La France se situe dans le top 5, et les pays du Moyen Orient sont ses premiers clients.

Je ne marcherai pas aux côtés de chefs d'État despotes et des gouvernements qui ont voté des lois anti-manifestations, qui font tirer et qui tuent des manifestants.

Ces donneurs de leçons voudraient nous faire avaler que la lutte des classes est devenue obsolète et qu'elle est à ranger aux rayons des accessoires, des antiquités.

Je continuerai à dénoncer la collusion entre l'État français et le Qatar, sorte d'araignée qui tisse sa toile sur l'ensemble du patrimoine français. Car, avec l'assentiment de la droite et de Sarkozy, l'émirat du Qatar a financé le terrorisme islamiste et a investi dans les banlieues pour prendre en charge les « Français de la diversité ». Ce projet a été avalisé par le nouveau gouvernement de gauche. C'est ainsi que le Qatar a subventionné pour 50 millions d'euros des projets de PME dans les banlieues. Mais leurs pétrodollars servent surtout à financer : les groupes islamistes dans la bande sahélienne limitrophe à l'Algérie et plus précisément dans le Nord-Mali ; des groupes armés comme Ansar Eddine ; Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et le mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest...

Je ne côtoierai pas les va-t-en-guerre qui, par la présence militaire française au Mali, en Centre Afrique... contribuent à faire de la France une cible idéale pour les terroristes.

Tout ce déploiement, ce semblant d'unité ne laisse présager rien de bon dans la mesure où cette manifestation n'a rien de spontanée, elle est téléguidée, orientée par le gouvernement et relayée par les médias. Cela ne sent pas bon du tout.

Le ton des hommes au pouvoir se fait de plus en plus martial. Ils se sentent pousser des ailes, vous pensez, 4 millions de personnes dans la rue. Et à force, depuis quatre

jours, d'entendre ces mêmes politiciens rendre hommage à la police, eh bien, la foule se met à l'applaudir, à remercier les policiers. C'est le Premier ministre de la République qui, ce 12 janvier, en rajoute en déclarant sur BFMTV : « Les étrangers que nous accueillerons, il nous faudra les intégrer pour en faire des soldats de la République. » (sic) Il n'y a qu'un pas à franchir pour voir demain le paysage se parer de la couleur kaki, couleur de la guerre et du crime.

Car le nationalisme légitime le pouvoir, qui engendre la violence de l'État. Le sentiment national, exacerbé à l'extrême, perçu comme une identité collective par un grand nombre, est nocif et dangereux. Il devient alors source d'endoctrinement, d'aliénation et d'obscurantisme. Et, lorsqu'il se conjugue avec le patriotisme, il est contraire à une pensée rationnelle, qui peut conduire aux sacrifices humains au nom de la défense de la patrie. Il est également source de haine. Trop souvent au patriotisme vient se superposer le militarisme, bras armé du système capitaliste. Il est toujours prêt à intervenir hors des frontières, pour protéger les intérêts des multinationales françaises implantées dans d'autres pays. Comme les religions, la mentalité militaire implique la subordination et la soumission.

C'est pourquoi, en tant qu'anarchiste et citoyen du monde, je ne peux qu'être inquiet quand je vois ce qui se passe actuellement en France. C'est une des raisons pour lesquelles je milite : pour l'avènement d'une autre société fondée sur d'autres valeurs comme l'entraide, la coopération, la solidarité, une société égalitaire, autogestionnaire et fédéraliste ; pour un monde sans frontière, pour l'abolition des nationalités, du salariat, du patronat et de l'État. Cette société là sera une société libertaire.

L'émancipation des peuples ne sera jamais l'œuvre des partis politiques et encore moins des religions, mais sera celle de leurs luttes solidaires et autonomes.

Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Délit de blasphème

Effet « Je suis Charlie » oblige, François Grosdidier, sénateur UMP de Moselle, a déposé un projet de loi visant à ce que le délit de blasphème soit abrogé en Alsace et en Moselle, où il était resté en vigueur depuis leur annexion par l'Allemagne en 1871. Les changements successifs de « propriété » au gré des victoires ou défaites des uns et des autres n'ont jamais remis en cause cette loi sur le blasphème (qui n'existe pas dans le reste du territoire français). C'était ainsi jusqu'à maintenant, mais il semble que ce « délit de blasphème » vive ses derniers jours. Plus de délit de blasphème, plus de blasphème, mais que va-t-il donc rester aux agenouillés de toutes obédiences pour se sentir offensés, et à quelle justice devront-ils s'adresser pour obtenir réparation ? La justice divine ? L'affaire est trop sérieuse pour ces gens-là, il est donc hors de question d'attendre indéfiniment un signe de Dieu. S'il n'y a plus de justice civile pour donner suite à leurs élucubrations, qu'à cela ne tienne, une bonne kalachnikov fera l'affaire : aide-toi, le Ciel t'aidera.

Je suis pas la France, je suis pas Charlie

Le monde musulman est en ébullition. Des manifestations violentes contre la France de « Je suis Charlie » ont eu lieu dans diverses régions du monde. Depuis sa Corrèze chérie, François Hollande a répliqué et menacé : « Ces comportements-là, il faudra les punir. » Bon, ben préparons-nous à voir du pays : Mali, Centrafrique, Afghanistan, Irak. C'est où la prochaine étape ? Niger ? Pakistan ? Ou peut-être le 9-3, histoire de faire semblant de s'intéresser aux problèmes des cités ?

Je hais les dimanches

Faire manifester des millions de Français le dimanche en leur faisant crier « Je suis Charlie », ça va une fois, mais à l'avenir faudra trouver autre chose. Ça tombe bien, le gouvernement a des propositions, genre : augmenter le nombre de dimanches où les commerces peuvent rester ouverts. Voilà une idée qu'elle est bonne :

Météo syndicale



Cela fait quelque temps que Bernard Thibault a eu une promotion de carrière : de leader máximo de la CGT à la porte de Montreuil à Paris au conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail à Genève. Il y fait des découvertes surprenantes, par exemple : « Le patronat a décidé d'attaquer le droit de grève à une échelle mondiale. » Bon, on aura beau jeu de se gausser, il n'empêche que le droit de grève dans la législation internationale dépend de l'OIT. La convention n° 87, qui date de 1948, ratifiée par 147 pays et qui porte sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, est l'objet de nombre d'attaques. Elles ont commencé dès 2012 avec des employeurs qui estimaient que le droit de grève devait être réglé par des dispositions nationales... Pour en rester à notre Hexagone, où gouvernement et patronat passent Code du travail et droits sociaux à la moulinette, ça ne dépare pas dans le paysage.

Mais maintenant que le conflit des camionneurs est dans les l'impasse, que les négociations avec le Medef sentent le roussi et la déconfiture, on hésite dans les jugements¹. À la porte de Montreuil, à Paris, c'est l'attentisme, le piétinement. À croire que l'union sacrée et ses avatars enfument le climat social mieux que ne l'auraient fait toutes les mauvaises volontés !

En gros, question remue-ménages, ça se bouscule pas trop au portillon. Y en a même, dans la militance syndicaliste, qui parlent de l'éternelle sœur Anne, voire des calendes grecques... histoire, sans doute, de démontrer qu'elles et ils aiment bien étaler la confi-

ture !

Essayons de faire le point. Pour ce qui reste de la direction de la CGT, le Medef « s'est livré à des méthodes obscures, donnant l'exclusivité à des échanges en bilatéral avec certaines organisations pendant que d'autres étaient tenues dans l'attente ». Gattaz and co profitent de la pagaille objective dans le milieu syndical, on l'aura bien compris. Dire que le sieur Hollande bénissait de ses vœux une entente cordiale... Tout cela n'empêche pas *Le Canard enchaîné* de titrer « la CGT retrouve le temps de barricades ». Dénoncer l'embourgeoisement des camarades est certes salutaire, mais revenir simplement aux principes d'un syndicalisme indépendant du patronat et de ses alliés, de l'État, non ? Dans la série « Nettoyons les écuries d'Augias », le tribunal d'Alès (Gard) a condamné la fédération CGT-Commerce et services pour le licenciement du secrétaire de l'union locale. On vous expliquera, à suivre !

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí de la FA
Alliance syndicaliste

1. Il y avait une intersyndicale (CGT, FO, CFTC et CFE-CGC) à l'origine de la grève, puis décidant la levée des barrages. En fin de semaine dernière, la CFDT décide un mouvement « quasi insurrectionnel ». On verra bien la suite, on se redore le blason à l'instar des pouvoirs publics ?

les uns travailleront pendant que les autres consommeront, et personne ne s'emmerdera. On le savait, la nature a horreur du vide, mais heureusement Macron est arrivé.

Riches plus riches, pauvres plus pauvres

En système capitaliste, les inégalités ne font que s'accroître. Avant la tenue du Forum économique de Davos, l'ONG Oxfam a publié une étude selon laquelle 1% des plus riches possèdent plus d'avoirs que 99% de la population mondiale. Ces « révélations » ne nous apprennent évidemment pas grand-chose. L'essence même du capitalisme étant de créer et maintenir les inégalités sociales, la seule question qui mérite d'être posée est : jusqu'à quand ? Jusqu'à quand cette situation peut-elle être supportée ? La réponse, c'est la riposte populaire qui peut la donner et l'imposer après l'avoir scandée à longueur de manifs : « Tout est à tous, partage du temps de travail, partage des richesses, ou alors ça va pêter. »

Shocking !

Le quotidien britannique *The Sun* met fin à une institution vieille de quarante-cinq ans : sa page 3 ne comportera plus la photo d'une jeune femme, seins nus, posant lascivement avec légendes et commentaires « humoristiques ». Est-ce là le résultat d'années de combat antisexiste ? Pas tout à fait, si l'on en croit Rupert Murdoch, le propriétaire du journal ; ce dernier admet tout simplement que cette fameuse page 3 était devenue « un peu vieillotte ». Pas sexiste, non, mais « vieillotte ». Sa connerie à Murdoch, elle, n'est absolument pas vieillotte, mais bien actuelle. Une connerie d'autant plus redoutable qu'elle se trouve à la tête d'un immense empire de presse. Mais pour ne pas se couper définitivement de son lectorat habituel, Murdoch a quand même tenu à le rassurer. Si la photo déshabillée de la page 3 a disparu de la version papier, il est possible de la retrouver sur la version en ligne. Ouf ! La tradition est sauvée. Vous reprendrez bien une tasse de thé ?

Anarchist Black Cross Paris-Banlieue



L'ABC PARIS-BANLIEUE se donne pour objectifs de soutenir les militants anarchistes emprisonnés à travers le monde, les prisonniers révolutionnaires ou toute autre personne qui subit la répression du fait de ses actes politiques en lien avec la lutte des classes, les prolétaires emprisonnés victimes de la répression d'une justice de classe et de lutter pour l'abolition totale du système carcéral.

L'ABC Paris-Banlieue s'inscrit dans le mouvement anarchiste et refuse de soutenir tout acte ou action à caractère nationaliste, raciste, sexiste, homophobe et conséquemment les personnes les ayant perpétrés.

Internationaliste, l'ABC Paris-Banlieue apportera son soutien aux groupes et campagnes Anarchist Black Cross à travers le monde et plus généralement aux personnes incarcérées du fait de leur combat contre l'État, le capitalisme et de toute autre forme d'autorité ou aux luttes d'émancipation par le biais de publications, récoltes de fonds et/ou actions revendicatives.

A-légaliste, l'ABC Paris-Banlieue ne confond pas légalité et légitimité et se refuse

de juger de son soutien au regard de la définition de la légalité imposée par les gouvernements.

L'ABC Paris-Banlieue ne prétend pas se substituer aux collectifs actuellement existants intervenant sur les thématiques de la répression ou de l'enfermement, l'ABC Paris-Banlieue se portera aussi souvent qu'elle le pourra en soutien à ces initiatives dès lors qu'elles n'entrent pas en contradiction avec ses principes.

L'ABC Paris-Banlieue est un collectif autonome d'individus se réunissant chaque mois en assemblée générale, lieu de prise de décision de ses activités en accord avec les principes de l'Anarchist Black Cross Federation et de ses principes de base. La recherche de consensus et l'unanimité dans les prises de décision seront privilégiées. Nul ne peut se prévaloir de l'ABC Paris-Banlieue pour des actes ou actions non actés en assemblée générale.

ABC Paris-Banlieue
contact : abcparis@riseup.net

L'arme **pacifique** du savoir est enrayée

Agnès Pavlowski

Fédération anarchiste 93

COMME VOUS, j'ai été effondrée quand j'ai appris l'attentat à *Charlie Hebdo* et les meurtres. J'étais au lycée où je suis enseignante; quelqu'un en a parlé. J'ai entendu l'information sans la prendre en compte. Sans doute, une forme de déni qui m'a permis de donner mes cours dans la journée, comme si rien ne s'était passé.

Durant la pause, les élèves ont évoqué un attentat dans un journal. Après les cours, j'ai consulté mes mails sur mon téléphone; alors, j'ai ressenti l'effroi, la peine, la colère. J'ai rejoint le rassemblement sur la place de la République à Paris: besoin de ne pas être seule, de partager la peine, mais aussi la colère, même avec des inconnus; bref, être en communion.

Charlie Hebdo et ses journalistes, caricaturistes, m'ont accompagnée, m'ont fait rire. Parfois, j'estimais que telle ou telle caricature n'était pas opportune dans le contexte du moment, mais je ne peux concevoir une auto-censure.

Bien sûr, il y a un choc émotionnel, conséquence de la perte brutale de ces êtres et de l'horreur du massacre. Je suis en deuil et comme en sidération, ce qui peut paraître paradoxal, ne connaissant pas ces humains et n'ayant pas été sur les lieux de l'attentat.

Beaucoup de personnes ressentent des émotions similaires, car, d'une certaine façon, ces humains faisaient partie de leur vie et parce que l'attentat a eu un effet traumatique. Sans doute, cela explique-t-il, en partie, la participation de compagnons anarchistes à la marche de dimanche appelée par le gouvernement, qui s'est permis de spolier l'appel des associations. La présence à cette marche de chefs d'États qui font fi de la liberté d'expression m'apparaît comme une injure envers les morts, une duperie et une manipulation de plus. Ils doivent peut-être rire jaune, ces caricaturistes, face à «l'élan patriotique», eux qui ont été si peu soutenus lors des diverses attaques contre leur journal. N'est-il pas contradictoire d'affirmer que les conflits du Moyen-Orient ne doivent pas être importés en France et cautionner la présence de Netanyahu, Premier ministre d'Israël, à la synagogue des Victoires?

Après l'attentat à *Charlie Hebdo*, il y a eu la prise d'otages dans le magasin Hyper Casher, porte de Vincennes, et un nouveau massacre. Tuer des juifs, sous prétexte d'endosser la cause palestinienne, alors même qu'ainsi on la des-

sert en incitant au départ vers Israël, signifie, bien évidemment, une haine profonde de l'autre, un antisémitisme virulent. Une telle identification à une cause nous laisse perplexe, nous interroge. Pourquoi donc tous ces jeunes, qui veulent défendre les Palestiniens, ne cherchent-ils pas à se rendre en Palestine pour participer à la défense de la terre, aux récoltes ou à d'autres actions aux côtés de ceux dont ils disent embrasser la cause?

Confrontés aux derniers événements, les élèves ont besoin de parler. Ils sont touchés ou ils ont, surtout, peur des amalgames.

Longtemps responsable de formation auprès de futurs travailleurs sociaux, j'ai constaté avec inquiétude, au cours des années, que de futurs travailleurs sociaux mettaient de plus en plus en avant leurs origines culturelles, leur appartenance religieuse, et ce de manière excluante. Des étudiants pensaient que Dieu donné les représentait. Durant l'affaire Merah, certains disaient comprendre, car «*quand même, les juifs, ils ont l'argent, c'est eux qui décident*». «*Ils soutiennent les massacres de Palestiniens.*»

Alors que je leur disais que tous les juifs ne sont pas riches, qu'ils ne sont pas tous des décideurs, donnant pour exemple les cités de Sarcelles, le silence s'instaurait dans la classe. Puis un étudiant lançait: «*Oui, mais il y a un lobby juif, y a qu'à voir avec la Palestine.*» Difficile de contre-argumenter quand les gouvernements, de droite comme de gauche, flirtent avec le Crif, sorte de porte-parole, en France, des gouvernements israéliens. Autre vecteur d'antisémitisme, le sentiment d'injustice face à l'importance de la mise en avant de l'holocauste, ressentie comme exagérée, comparée à la manière dont l'esclavage est évoqué, ou le colonialisme. Ils sont, toutefois, réceptifs au fait que les descendants ont aussi leur part de responsabilité dans le manque de diffusion de la mémoire historique.

Aucun doute que ce sentiment d'injustice est exacerbé, voire, même, s'explique, en partie, parce que nombre de ces étudiants viennent des cités et se vivent comme discriminés, habitant dans des quartiers de relégation. Il est

nécessaire de reconnaître que c'est une réalité, mais qu'ils ont le choix de se situer comme victime ou relever le défi en se formant, en s'inscrivant, en forçant les portes.

Quoi qu'il en soit, destinés à devenir éducateurs spécialisés, leurs positions sont bien inquiétantes. D'une manière ou d'une autre, ils vont les véhiculer, les transmettre. Or, nous savons que ceux qui partagent ces idées sont susceptibles de s'embrigader dans une organisation djihadiste ou passer à l'acte seuls. Personne ne se préoccupe, dans les centres de formation, de ce profil d'étudiant: l'essentiel est «de faire le plein», remplir les classes. D'ailleurs, le sujet est tabou.

Actuellement enseignante auprès d'élèves en bac professionnel, dans une filière sociale, je retrouve cette même problématique avec des jeunes en grandes difficultés sociales et scolaires, ne maîtrisant pas la langue – bien que nés ici –, manquant d'un large vocabulaire de base. Comment se fait-il que des élèves arrivent en lycée avec de telles lacunes? Et que dire du manque élémentaire, pour certains, d'un simple savoir être? Demander, voire exiger des professeurs de combler toutes ces lacunes, alors que ces élèves ont entre 16 et 19 ans, c'est leur assigner une mission quasi impossible à réaliser. Tant d'enseignants se sentent déjà bien impuissants. En outre, cette mission ne relève-t-elle pas d'une confusion entre éducation et enseignement?

Comment s'exprimer, comment penser quand on n'a pas les mots? Ces adolescents ne sont pas «outillés» pour prendre de la distance. Le savoir est une arme pour se défendre, pour réfléchir avant d'agir; ils sont démunis. Ils en ont conscience, mais leur crainte de l'échec est aussi un frein aux apprentissages.

Ils sont, par conséquent, particulièrement sensibles au discours sur les boucs émissaires juifs, cause de tous leurs maux. Comment ne pas faire le lien entre les émeutes de 2005, expression d'une rage contre la société, le système, qui éclate en violence tous azimuts, et les sentiments de haine, s'expliquant par un resenti justifié de domination et d'exclusion qui ne trouve pas de support idéologique pour se projeter dans une autre société? Pas d'idéologie, cela signifie aussi pas d'espérance.

Pour restaurer leur image, ces jeunes font souvent preuve de chauvinisme. Ils revendiquent

quent, avec virulence et véhémence, l'origine de leurs parents. Beaucoup refusent de se définir comme Français, bien qu'en ayant la nationalité; ils survalorisent le pays de leurs aînés, toujours meilleur que les autres. Ils n'en connaissent que ce que les plus anciens leur en disent. Ils se le représentent à travers leur séjour en vacances.

C'est dans ce contexte que les élèves réagissent aux tueries à Charlie Hebdo et dans le magasin casher.

Les enseignants sont incités à professer la laïcité, à rappeler «les valeurs de la République». Or, s'il est utile de rappeler le contexte français, il faut prendre en compte que les leçons de morale sont, en général, rejetées par les adolescents. Je pense donc qu'il est préférable de faire appel à leur intelligence (manquer de vocabulaire ne facilite pas la réflexion, mais ne la rend pas impossible).

La difficulté est de les amener à s'interroger, à semer le doute dans leurs opinions afin qu'ils puissent, peu à peu, élaborer une pensée. Mais les enseignants, habitués à transmettre des savoirs, pour la plupart, n'engagent pas à la réflexion, au questionnement. Ils ne sont pas formés à cela, à l'exception des professeurs de philosophie, de sociologie. Bien sûr, certains, grâce à leur conception du métier et à des dispositions personnelles, favorisent des démarches réflexives. Ils sont peu nombreux.

De plus, dans un rapport où l'élève doit écouter et le professeur parler, parce que l'on part du postulat qu'il a le savoir, ce dernier est rarement à l'écoute des élèves. Dans l'institution éducative, donner la parole aux élèves est rare. Et ceci davantage dans les classes de bac professionnel où l'on craint les débordements.

Et pourtant, confrontés aux derniers événements, les élèves ont besoin de parler. Ils sont touchés ou ils ont, surtout, peur des amalgames. Ils ont aussi besoin d'être éclairés. Leur donner la parole, il est vrai, n'est pas aisé. J'ai fait ce choix en imposant un cadre: utiliser un vocabulaire adapté à la classe; chacun prend la parole à tour de rôle; chacun écoute ce que dit l'autre. Puis, quand chacun s'est exprimé, chacun peut dire pourquoi il n'est pas d'accord avec les propos de l'un ou l'autre. Le temps consacré à ces prises de parole est limité. À la fin, je réagis à leur propos sans être interrompue.

Des élèves ont manifesté leur tristesse des tueries, d'autres ont surtout évoqué leur sentiment d'être offensés, comme musulmans, par des dessins. Ils ont dénoncé le blasphème qui, selon eux, devrait être interdit: «Oui mais, quand même, ils ont blasphémé, alors...»; «Ils l'ont bien cherché»; «Ces dessins montrent qu'ils sont racistes»; «Les dessins sont choquants.» Tous ont exprimé leur crainte que les musulmans soient mal vus, amalgamés aux tueurs et que cela se retourne contre eux.

À propos de la tuerie dans le magasin casher, certains disent que les juifs tuent les Palestiniens, que personne ne dit rien parce que ces derniers sont musulmans.



J'ai rappelé qu'en France nous sommes libres de nous exprimer, mais que la liberté d'expression a ses limites: l'incitation à la violence, à la haine, les propos racistes. Il est difficile d'expliquer que rire d'une religion, ce n'est pas considérer le croyant comme inférior.

J'ai demandé aux élèves de réfléchir sur la question du blasphème. «Peut-on dire que quelqu'un qui n'est pas croyant blasphème?» «N'est-ce pas les tueurs qui se revendiquent de l'islam qui donnent une mauvaise image de la religion?» «Est-ce courageux de s'en prendre à des gens qui ne peuvent pas se défendre?» «Les tueurs ont-ils pensé aux conséquences pour les musulmans vivant en France?»

Plutôt que de leur faire part de mes connaissances, je les ai invités à regarder sur Internet si des juifs soutenaient, aidaient, défendaient des Palestiniens.

Je leur ai demandé s'il était précisé dans une religion que, parce que l'on est choqué, on a le droit de tuer. Après quelques secondes de silence, une élève a dit: «Ah bah non, Madame, en islam on ne dit pas cela.» Tous les élèves ont approuvé et sont partis sur cette réflexion.

Je ne sais pas si ma manière de faire aura des effets. J'essaie de semer quelques graines de doute, de réflexion, de susciter quelques perturbations.

La plus grande difficulté, me semble-t-il, est que par nos dires, nos suggestions, la réflexion que nous tentons de provoquer, nous allons à l'encontre de ce que leur inculquent leurs parents. Et bien qu'adolescents en opposition avec l'autorité ils ne sont pas prêts à cette remise en cause; d'une part, par identification identitaire, d'autre part, parce qu'ils n'acceptent pas que nous remettions en question ainsi leurs parents, qui apparaissent comme ignorants. Ainsi, à propos du «lobby juif», j'ai maintes fois entendu: «Mes parents me l'ont dit, ils savent ce qu'ils disent.»

En outre, il est bien compliqué de connaître l'impact des lectures sur Internet, avec une propagande qui s'infiltré sur les lieux de prière, dans des centres sportifs ou des lieux d'animation. Tant qu'une partie de la population se vivra au ban de la société, oubliée, négligée, à l'écart, sans perspective pour envisager l'avenir, dans un contexte d'amplification de propos et d'actes racistes ou islamophobes, aucune évolution globale ne me paraît envisageable. Les restrictions budgétaires des associations, consécutives à la baisse des subventions, vont encore aggraver la situation. Et nous, anarchistes, n'avons-nous pas aussi une part de responsabilité? N'avons-nous pas déserté ces fameux quartiers? **A. P.**



Anarchisme et violence fantasmée

L. F.

*Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste*

DERNIÈREMENT, le pouvoir a lancé une importante campagne médiatique visant à renouveler le clivage déjà existant entre les partisans de la « violence » et les « non-violents », pour utiliser la sémantique médiatique. Nous emploierons ici les termes « violence/non-violence » à des fins pratiques, mais nous ne partageons évidemment pas ces définitions qui ne permettent pas de définir correctement le problème et mériteraient une autre étude. Une vitrine qui tombe, par exemple, ce n'est pas pour nous de la violence. Cette tactique qui ne date pas d'hier ne devrait plus pouvoir fonctionner aujourd'hui, tant cette magouille visant à diviser pour mieux régner devrait être évidente pour tous. Pour nous, militants libertaires, et plus spécialement à la Fédération anarchiste, la diversité tactique inscrite dans nos principes de base est un élément important de notre fonctionnement, qui nous prémunit en partie des tromperies de l'État. Ce principe affirme que l'union des différents modes d'action visant à atteindre un même but, loin de diviser les forces, enrichit le mouvement et le renforce. Cependant, il s'en trouve encore, y compris chez les militants libertaires, pour se laisser avoir par les campagnes médiatiques. Il sera donc intéressant de se demander pourquoi on assiste à

une telle opposition au sein du mouvement et comment dépasser ce clivage contre-productif, mais aussi sur quelles bases et de quelles façons passer à l'offensive dans notre situation actuelle.

Une lutte fratricide

Le militant « violent » tout comme le militant « non violent » se livrent à de vertes critiques de leurs modes d'actions respectifs, le premier méprisant souvent l'autre pour son manque de radicalité et le second accusant son camarade de faire le jeu de la répression. Cela n'est pas grave en soi, notre mouvement a toujours été un milieu où s'affrontent des conceptions différentes, et ce n'est pas près de changer. Le problème, c'est que les choses n'en restent pas là. En effet, quand le camarade émeutier peste contre les militants « non-violents », il ne fait pas grand mal, personne ou presque ne l'écoute et son discours n'implique que peu de chose. Cependant, une désolidarisation du camarade « non violent » est bien plus grave, car son discours sera facilement récupéré par le pouvoir en place pour renforcer l'ostracisation de ceux qui choisissent l'action directe « violente ». Le respect de la diversité tactique est bien davantage une responsabilité du militant « non violent » que

du militant « violent », ce dernier s'exprimant moins ouvertement, pour des raisons que l'on peut comprendre. À charge cependant au militant choisissant la « violence » comme mode d'action de ne pas mettre en danger ceux qui ne choisissent pas cette voie.

Mais pourquoi les camarades qui choisissent la « non-violence » sont-ils si nombreux à se dissocier d'actions plus radicales ? Pour des militants extérieurs au mouvement anarchiste, la réponse est assez simple : matraquage médiatique, croyance en la république, confiance en la justice, appartenance à un parti institutionnel, sont autant d'explications. Mais pourquoi donc certains militants anarchistes voudraient-ils se retrouver en si mauvaise compagnie ? La raison se trouve pour nous dans l'existence de deux façons d'aborder le militantisme anarchiste qui traverse toutes les tendances depuis longtemps déjà ; les révolutionnaires et les évolutionnistes. Les révolutionnaires persistent à vouloir créer les conditions de la rupture avec l'ordre dominant, à graduellement préparer le moment de son renversement, y compris par la force. De leur côté, les évolutionnistes chercheront à acclimater la réalité pour mieux la vivre, à éduquer, en espérant que leurs efforts permettront un jour de supplan-

ter l'ordre établi. Bien des critiques peuvent être formulées à la tendance révolutionnaire, mais il faut reconnaître qu'il est rare que ses tenants se dissocient des actions des évolutionnistes, bien au contraire, ils considèrent simplement le plus souvent que ces efforts sont insuffisants. Ces tenants de l'évolutionnisme se recoupent en grande partie avec les partisans de la non-violence, par conviction ou par tactique. Ces derniers cherchant à se faire accepter par le plus grand nombre, sur des bases politiques qui ne sont pas en rupture directe avec le pouvoir en place (amap, militantisme culturel, etc.). Le problème, c'est que, dans cette quête de respectabilité, ils en viennent à s'attaquer aux modes d'actions qu'ils ne partagent pas pour mieux se faire accepter par les gens qui forment leur base de sympathisants : les non-violents institutionnels, républicains, monsieur-tout-le-monde, le « mouvement social », etc.

Unir le mouvement anarchiste

Nous sommes d'accord qu'il est nécessaire de cesser ces querelles entre violence et non-violence, mais, pour cela, il faut être deux à faire des efforts. Le plus souvent, les dissociations viennent des non-violents, tout comme les lâchages, trahisons, voire dénonciations. Comment pouvons-nous nous entendre si, à la vue d'un camarade masqué ou au bruit d'une vitrine qui tombe, certains de nos camarades poussent des hauts cris, se désolidarisent, puis, pour se donner bonne conscience, relatent quelques « souvenirs de guerre » afin de ne pas passer pour des dissociés. Camarades non violents, montrez donc l'exemple : cessez de vous désolidariser et de pester contre les modes d'action des autres, les camarades responsables seront d'autant plus susceptibles d'entendre vos critiques et vos remarques après coup s'ils ne se sentent pas trahis pas vos agissements.

De leur côté, les partisans de la redécoration de vitrine doivent cesser de traiter les cortèges libertaires comme une zone tampon, d'où attaquer puis disparaître. S'il peut être intéressant de s'en prendre aux symboles de l'État et du capital, aux flics, ou à un cortège ennemi, il n'est cependant pas acceptable qu'une fois les actions accomplies aucune solidarité ne s'exprime vis-à-vis de ceux qui vont en subir les contrecoups : les services d'ordre des organisations libertaires, les non-violents, les personnes ne voulant pas ou ne pouvant pas se battre, et les gens « normaux » qui nous rencontrent pour la première fois. Cela est l'option *a minima* : si un groupe décide de passer à l'offensive, il doit ensuite en assumer également les conséquences, le gaz et les coups aux côtés des autres camarades en première ligne. Ce n'est pas l'idéal, la meilleure option serait de discuter en amont des formes que doit prendre la manifestation et de se préparer collectivement à attaquer ou à se défendre, mais on ne peut pas toujours y arriver. Cela s'adresse tout par-

ticulièrement à une partie de l'autonomie qui traite les manifestations libertaires comme son terrain de jeu, comptant sur la gentillesse des camarades et (sans le dire) sur leur SO pour assumer les charges et la répression. Prenons nos responsabilités, notre mouvement est suffisamment désuni et peu nombreux pour ne pas tomber dans les pièges grossiers qui nous sont tendus.

Nous ne devrions pas avoir à faire un choix entre une apparition politique et des actions offensives. Il faut se préparer à ces affrontements, tout en permettant à un maximum de personnes de nous rejoindre.

Repenser l'offensive

La violence dans notre mouvement est en grande partie fantasmée. Du côté des émeutiers, elle consiste plus souvent en une mise en scène de l'attaque contre des cibles symboliques qu'en de réels affrontements. Le plus souvent, forces de l'ordre et émeutiers n'arrivent jamais au contact et « s'affrontent » à coups de bouteilles et de pierres d'un côté et à coups de gaz et autres joyeusetés de l'autre. À ce petit jeu, la police gagne haut la main, que ce soit physiquement, mais aussi politiquement et médiatiquement. D'une part, ils ont moins de risque d'être blessés que dans des affrontements à courte distance, et d'autre part ils limitent les matraquages qui leur sont défavorables médiatiquement ; blessures, sang, images de violence. Bien sûr, il arrive qu'ils aillent trop loin, mais, dans ce cas, comme nous l'avons vu dernièrement après la mort de Rémi Fraisse, le rouleau médiatique et la communication gouvernementale sont arrivés à une telle efficacité qu'ils arrivent à éponger la « bavure ». Nous avons été impuissants face à eux.

Il faut donc changer de tactique, y compris quand nous entrons dans une logique d'affrontement, ou d'opposition frontale à l'État, pour pouvoir nous imposer dans l'espace public. Il ne suffit pas d'appeler à porter des casques, cela est inutile, voire contre-productif si ce n'est pas accompagné de matériel offensif et de la coordination collective nécessaire à son utilisation. Nous considérons qu'il faut se préparer collectivement à se protéger, et pas avec une approche individuelle qui nous laisse démunis face à la répression ; moi et mon casque au commissariat. Par ailleurs, nous avons relayé l'appel à venir casqués, mais après réflexion cela nous a posé un problème ; des personnes non militantes sont venues casquées sans savoir ce que cela impliquait et sans réellement se rendre compte du message que cela envoyait à la police. En ce sens, nous trouvons cela un peu

irresponsable de notre part. Préparer collectivement notre autodéfense est le premier pas vers des actions de plus grande ampleur, visant des cibles plus importantes, et donc plus risquées. Mais si nous ne sommes même pas capables de mettre en place cette première étape, rien ne sert de discourir sur la révolution. L'autonomie dans toute sa diversité comme les membres d'organisations anarchistes doivent prendre leur responsabilité, nous n'avons pas les moyens d'être divisés. Notre mouvement est faible, et, quoi qu'en disent ceux qui pensent que l'insurrection est pour bientôt, si elle survenait aujourd'hui nous serions incapables d'y trouver une place, et d'autres mouvements mieux préparés nous supplanteraient.

Concrètement, il faut être capable d'acter qu'on se prépare à l'affrontement, de fixer une décision, et surtout de s'y tenir. Respecter les décisions collectives, et les faire respecter, est essentiel pour parvenir à fonctionner ensemble. Cela signifie également qu'il faut être capable d'aller voir ceux qui refusent de s'y tenir, voire de les virer. Il faut préparer collectivement l'autodéfense dans nos initiatives, c'est-à-dire qu'on accepte le risque de se faire charger pour protéger nos camarades qui ne peuvent ou ne veulent pas être pris dans les affrontements. En pratique, il s'agit par exemple, contrairement aux habitudes de certains, de se retrouver à proximité des flics, de ne pas courir aux premiers tirs de gaz et de risquer de prendre des coups. Et, pour réussir, il est illusoire de penser que cela se mettra en place spontanément. Considérer que c'est la responsabilité de tous de s'occuper de l'autodéfense, cela à beau être vrai, dans la pratique cela ne fonctionne pas. Il faut donc former des groupes d'autodéfense structurés avec un référent, un mandat, et se coordonner. Oui, c'est une forme de service d'ordre. Des petits groupes affinitaires sont incapables d'assumer une défense collective d'ampleur en manif, il faut une meilleure coordination et des groupes plus importants.

Soyons capables de nous défendre quand nous apparaissions politiquement. Les attaques de petits groupes affinitaires ont montré leurs limites aussi bien offensivement que défensivement. Être capable de casser trois banques et de lancer quelques cailloux n'a aucune valeur si cela amène à la dislocation totale de notre apparition politique, lanceurs de cailloux compris, c'est une preuve de faiblesse, non de radicalité. Nous ne devrions pas avoir à faire un choix entre une apparition politique et des actions offensives. Il faut se préparer à ces affrontements, tout en permettant à un maximum de personnes de nous rejoindre, et de rester même si elles ne se sentent pas de participer directement. Si nous refusons de nous poser ces questions et ne changeons pas nos façons de faire, ne soyons pas surpris d'être si faibles et si peu nombreux dans nos initiatives.

L. F.

Clairs dans nos têtes, droits dans nos bottes

L'ANTISÉMITISME est une oppression violente, au même titre que les autres. Il en a toujours été ainsi, mais aujourd'hui il nous paraît essentiel de ne pas transiger avec ce racisme particulier, et de remettre quelques pendules à l'heure.

Non, l'antisémitisme ne se trouve pas seulement chez une partie minoritaire de l'extrême droite. On peut le rencontrer tout aussi bien à l'extrême gauche que dans le reste de l'échiquier politique. Ceci est vrai aujourd'hui, mais ce n'est pas une nouveauté; aucun mouvement n'est totalement épargné. On retrouve bien les autres formes d'oppression dans chaque mouvement après tout, il n'y a pas de raison pour que ce ne soit pas le cas pour celle-ci en particulier.

Non, l'antisémitisme n'est pas une vieilleries dépassée ou une invention remise au goût du jour par l'État français, ou par l'État d'Israël tant qu'on y est, pour dénigrer les luttes palestiniennes. S'il est vrai que cette oppression est instrumentalisée par le pouvoir, il en va de même pour les luttes palestiniennes que nous n'abandonnons pas pour autant. Ceux qui tiennent ce discours à gauche le font, pour la plupart, par pure démagogie teintée d'essentialisme, de crainte de s'aliéner les gens qui se sentent concernés par la Palestine. Ce qui revient à dire : «On va pas critiquer les Arabes et les Noirs qui tiennent des propos antisémites dans les luttes propalestiniennes, comme ça on va sortir de notre entre-soi de petits blancs et toucher les quartiers.» Ce qui tient à la fois du fantasme, du mépris, et du paternalisme. Il est loin le temps où les éléments les plus craignos se faisaient virer de ces manifs, maintenant on ne trouve même plus assez de monde à gauche pour faire le ménage; cause ou conséquence? Nous considérons que ne pas virer les éléments antisémites des luttes de soutien à la Palestine n'est pas un service à rendre à cette lutte, et que ne pas combattre spécifiquement l'antisémitisme revient à accepter l'entrisme de groupes réactionnaires ou fascisants. De même, tolérer des antisémites dans les organisations propalestiniennes, surtout à gauche, est inacceptable; notre comportement se doit d'être irréprochable à ce sujet, et une démarcation nette doit être tracée. Le problème doit être posé clairement, sans utiliser l'échappatoire facile et pathétique de la provocation fasciste, policière ou gouvernementale pour se justifier. Si ces organisations ne font pas ce travail, nous tracerons cette ligne dans le sable nous-mêmes.

Non, la lutte contre l'antisémitisme n'est pas moins importante que la lutte contre le racisme envers les musulmans. Le quasi-silence de l'extrême gauche et de la plupart des anarchistes sur la nature antisémite des meurtres du supermar-

ché casher, de Mohammed Merah, de la bande de Youssouf Fofana, de la tuerie du musée juif de Belgique, est assourdissant. De plus, les assassins sont présentés comme des «fous» ou des «psychopathes» sans que personne ne considère vraiment la nature politique et antisémite de leurs actes. Les victimes sont systématiquement «oubliées» dans les listes des victimes du racisme. Quand bien même cet oubli ne serait pas volontaire, ce dont nous ne sommes pas certains, ceci resterait le signe du désintérêt que porte l'extrême gauche, les anarchistes et les antifascistes pour le sujet.

Non, lutter contre l'antisémitisme ce n'est pas soutenir l'État d'Israël. Nous luttons contre tous les États sans distinction, en cela l'État israélien est autant notre ennemi que l'État français. En tant qu'anarchistes nous soutenons également la lutte contre sa politique coloniale et raciste. Prétendre que la dénonciation de l'antisémitisme à gauche a pour but de légitimer l'État israélien revient à affirmer l'existence d'un complot «sioniste» au sein du mouvement libertaire. Le discours conspirationniste n'est pas loin, et de nombreuses accusations et attaques vont dans ce sens: anti-deutsch à la française, sionistes, colonialistes, impérialistes etc. Ces attaques ne nous empêcheront pas de mettre les pieds dans le plat, n'en déplaise à ceux qui jouent les trois petits singes. Non les juifs et les

Juifs ne soutiennent pas tous Israël. De même que les musulmans n'ont pas à se justifier des attaques de quelques takfiris, les juifs et les Juifs n'ont pas à s'excuser pour les crimes d'Israël et n'ont pas plus à justifier de leur soutien aux luttes palestiniennes que les autres militants. Cette attitude de rejet et de suspicion, conjuguée à ce qui a été dit précédemment rendent nos mouvements peu accueillants, c'est le moins que l'on puisse dire, pour les personnes issues de cette communauté. Par ailleurs le refus de s'intéresser à cette lutte, et notamment à ce qu'elle nécessite en terme d'autodéfense, pousse une partie de la jeunesse juive à rejoindre les rangs d'organisations d'extrêmes droite communautaires, qui lui promettent de rendre les coups, mais contre le mauvais ennemi évidemment. L'antisémitisme et l'islamophobie ne sont pas «la même chose», ils n'occupent pas la même place ou fonction dans la société française, mais, loin de se confronter, ils s'articulent et se renforcent mutuellement dans les discours réactionnaires et servent à s'entre-justifier au détriment de notre classe et de ceux qui luttent. Ne pas hiérarchiser les oppressions implique d'analyser cette réalité sans faire l'autruche pour mieux les combattre d'un même front.



L'ACTIVITE EST EN PLEIN BOOM

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

Sans dieu ni haine

Johann Hénocque

Militant anarchiste
(Bremen - Allemagne)

IL Y A PEU, *Charlie Hebdo* a été décapité dans le sang. Pourtant, au-delà de l'acte atroce de quelques barbares en vadrouille religieuse, c'est la réaction d'autres forces obscurantistes et fanatiques agissantes qui va nous mener encore plus sûrement sur les pentes de la barbarie généralisée. Que faire? Premières bouffées anarchistes, au-delà de l'émotion, au-delà de la colère, au-delà de la peur en des lendemains bruns...

West-östlicher Divan

Un petit café de Brême, en Allemagne du Nord... l'âme de *Charlie Hebdo* gît dans son sang depuis quelques jours à peine, assassinée par deux fanatiques d'une prétendue religion du Livre, assassinée pour avoir osé rire d'un des multiples travers de nos sociétés totalitaires en dérive. Dehors, le temps est à l'orage; celui des éléments, celui des sentiments, celui des émotions et les larmes glissent sur les visages comme le sang sur un dessin à peine esquissé. Il fait froid dehors, et tout le monde clame qu'ils sont tous Charlie, comme ils clamaient après un certain 11 septembre 2001 qu'ils étaient tous Américains... Il fait froid dedans, car reviennent en mémoire les mêmes mensonges et les mêmes horreurs à venir...

Le serveur s'approche de moi, un grand sourire naturel. A-t-il trente ans? À peine. Son visage persan est affublé d'un sourire si contraire dans cet univers de ténèbres. Il me glisse l'addition et – remarquant mon propre accent – quelques mots de français hachés, avant de s'excuser dans un allemand teinté d'orient de ne pouvoir dire plus dans cette langue pour lui difficile. Impossible pour lui d'acheter à Paris ces fameuses Gauloises qu'il se plaît à fumer, tant le mot est laborieux à prononcer! Par contre, pas de problème en allemand... Sourire, quand je pense à mes errements encore non apprivoisés dans cette langue pourtant si attachante. Ah *Faust* de Goethe! Et nous voici, deux étrangers en *terra incognita*, avec nos accents mêlés devisant sur la beauté des vers allemands. Et l'homme me signale que le poète le plus adulé d'Allemagne lui rappelle curieusement les vers du poète perse Khouajeh Chams ad-Din Mohammad Hafez-e Chirazi. Sourires... Aucun de nous deux ne savons que Goethe a effectivement écrit un recueil lyrique inspiré de la poésie persane de cet auteur... nous n'avons fait que lire avec nos âmes, et nos âmes n'y ont connu

ni Orient ni Occident, juste la course du soleil dans le ciel.

Dehors, le temps tourne à l'orage et les hurlements des voitures de police masquent à peine les vociférations de Jörn Kruse, clamant depuis son pupitre de l'Alternative für Deutschland – parti populiste de droite extrême allemand – que ce qu'il espérait est arrivé plus tôt que prévu...

Guerre(s) de civilisation(s)

Beaucoup en Occident clament en effet la coexistence impossible entre «nos valeurs démocratiques occidentales» et la religion musulmane, reléguant brutalement le débat sur le champ du choc des civilisations. Au-delà des considérations éminemment racistes qui traînent leurs bottes sur ces termes, il est nécessaire de rappeler que la religion islamiste n'est qu'un des avatars de la même religion du Livre, regroupant religions juive, chrétienne (dans ses formes catholique, orthodoxe, protestante, anglicane, évangélique...) et islamiste (dans ses formes sunnite, chiite...). Mêmes racines, même totalitarisme revendiquant l'unique et l'exclusion des autres ne partageant pas la même foi (et jusque dans les pratiques quotidiennes), même référence à la politique du Talion (œil pour œil, dent pour dent).

La guerre de civilisation promise n'est finalement qu'une guerre de grands frères dans la basse-cour de l'imagination humaine, réglée à coup de guerres de religion, de croisades, de pogroms et de massacres au nom d'un dieu fantaisiste. Un regard dans le miroir de l'Histoire nous plonge alors dans des siècles de tueries et de destructions, commises au nom d'un absolutiste religieux désireux de rester le seul parmi des variantes trop proches. Brûler un hérétique ou massacrer à coup de rangers un homosexuel la Bible à la main ne diffère de la décapitation d'infidèles au nom du Coran que par le protocole mis en place, pas par l'intolérance et l'inhumanité intrinsèque de ces religions.

Face à cette barbarie de fait, s'opposent nos grands États dits démocratiques, drapés dans leurs valeurs occidentales et libérales. Pourtant, combien d'entre eux n'ont toujours pas fait l'effort de se couper de leurs racines religieuses? Le dollar est toujours orné de son Dieu chrétien tutélaire, les crucifix ornent toutes les écoles de Bavière. Quant aux États dits laïques, ils ne cachent pas leur attachement

aux valeurs chrétiennes, allant jusqu'à porter leur fierté jusque dans leur Constitution (l'exemple de la Constitution européenne demeurant la caricature la plus délétère). Est-il étonnant de retrouver dans la gestion de la politique intérieure et étrangère cette même violence impérialiste, cette volonté d'imposer et modèle et intolérance pour toute idée autre? Même politique de la loi du Talion, même stratégie de la terre brûlée, mêmes certitudes d'être les Bons face aux Mauvais...

Ainsi, s'oppose à la barbarie terroriste une terreur d'États capitalistes avancés qui s'est déployée sur la Terre entière au travers des décennies. Ces États n'hésitent pas à mener des politiques de déstabilisation à l'étranger, qui se font fi de toute morale vis-à-vis des alliés rencontrés, quand leurs intérêts stratégiques sont menacés (Iran, Grèce contre les gouvernements démocratiques communistes de l'après-colonialisme; Pakistan, Tadjikistan, Afghanistan...) – déchaînant les futurs monstres d'un terrorisme non contrôlé. Ils n'hésitent pas à déclencher la terreur de la guerre totale, bombardant et lâchant leurs drones sur des pays devenus des tombes à ciel ouvert où combattants et civils figurent dans la même tombe, les uns qualifiés de forces terroristes, les autres de dommages collatéraux. Ils n'hésitent pas à fermer les yeux sur des massacres quand leurs intérêts ne sont pas menacés, oubliant que les massacreurs anciennement amis ont été armés par eux-mêmes. Et ils n'hésitent même plus à offrir leur savoir-faire dans le contrôle manu militari de leurs populations à des régimes totalitaires aux abois (comme la France l'a proposé à la Tunisie lors des révoltes de 2013).

Une civilisation de la guerre

Car, au-delà du cynisme d'États occidentaux responsables à plus d'un titre de la situation instable et violente contemporaine, il faut souligner la violence intrinsèque de ces États vis-à-vis de leurs propres populations, qu'elles soient autochtones (terme discutable pour qui comprend l'histoire et la géographie, et garde en tête les flux millénaires de populations à travers les territoires naturels) ou immigrés (c'est-à-dire en transit de reconnaissance égalitaire). La guerre est en effet non pas uniquement au-delà des frontières, mais au sein de nos sociétés. Ainsi, les derniers actes dits terroristes ont été commis par des personnes vivant

sur ces territoires. Certes, au nom de «valeurs» se revendiquant exogènes à nos sociétés capitalistes (ce que nous avons par ailleurs infirmé dans le fond). Certes, par des personnes que certains qualifient d'immigrés, c'est-à-dire issues des récents flux migratoires. Mais que dire alors de l'assassinat – accepté par un État se disant de droit – d'un jeune manifestant français (c'est-à-dire issu des immigrations lointaines) par des hommes en armes et en pouvoir légal, également français, parce que sa conception du monde diffèrait de celle de l'État capitaliste ?

La guerre s'est en effet invitée chez nous. Guerre aux pauvres, stigmatisés et condamnés à survivre dans une misère sans fond, et reconduite de génération en génération. Guerre aux travailleurs, condamnés à se combattre pour survivre au nom de la compétition libérale. Guerre aux «déviant», qui osent proclamer que leur vie leur appartient, conduite par des extrémistes catholiques souvent impunis. Guerre aux nouveaux Français issus de l'immigration récente, stigmatisés partout, au travail, dans la vie sociale, fichés, harcelés par la police et les patrons, relégués aux tâches subalternes, aux quartiers pauvres, à la sous-culture, à l'absence d'avenir. Guerre aux étrangers, accusés de nous retirer le pain de la bouche, relégués dans des camps de détention d'où les marchandises les plus utiles au capitalisme seront savamment triés à la manière des négriers des siècles passés, pourchassés dans nos rues civilisées, assassinés par des groupuscules fascistes (comme la NSU en Allemagne, en Flandres ou en Italie).

Et la guerre ne fera que grossir. Sous motif d'assurer notre sécurité, nos tauliers renforceront encore plus leur arsenal répressif, déployant forces policières et militaires dans tous les lieux de liberté, moyens de surveillance à faire pâlir un agent de la Gestapo ou de la Stasi (mais pas forcément de la NSA), contrôlant encore plus féroce tout groupe osant rêver un autre monde (nos camarades de Tarnac s'en souviennent toujours). Mais avec le consentement d'une population lobotomisée par une émotion pilotée.

Matin brun ? Et après ?

Alors que faire ? Coller un autocollant « je suis Charlie » et chantonner un chant guerrier marseillais dans la rue derrière les responsables politiques responsables du marasme, derrière un Viktor Orban qui a rétabli la censure de la presse dans sa Hongrie natale, ou Benyamin Netanyahu les mains encore sales du charnier de Gaza ? Voilà une jolie caricature qui n'aurait pas déplu aux gars de Charlie Hebdo tombés sous les balles.

Derrière la juste émotion, reste le fait que, si rien n'est fait, nos pays vont encore plus basculer dans la peste brune : un Front national claironnant en France, le mouvement Pegida renforcé et soutenu activement par la droite extrême de l'AfD et de la CSU en



Allemagne... sans compter tous les pays européens ayant déjà fait sauté les barrières morales en invitant les partis d'extrême droite dans leur gouvernement. Si rien n'est fait, ce seront des repréailles sur les personnes estampillées comme musulmanes par des racistes en herbe, ce seront autant de motifs pour faciliter la tâche des propagandistes et recruteurs terroristes. Œil pour œil, dent pour dent... Il est dès lors de notre responsabilité, nous militants communistes antiautoritaires, de ne pas laisser la rue et l'opinion aux voix de l'extrême et de l'intolérance, de ne pas lâcher le terrain aux hordes fascistes et intégristes qui vont conduire nos pays sur la même voie qu'elles les ont menés en 1936. Pas de place pour tout propos raciste, toute réflexion qui ne reflète que les communs de l'intolérance. La tâche est d'autant plus lourde que le choc émotionnel, le manichéisme contemporain et une réflexion toujours engagée dans l'immédiat et ancrée sur un court terme délétère facilitent la non-disponibilité de la raison critique. Étant provocateurs, nous pourrions citer la sourate 7 du Coran (les Hauteurs) et en particulier le verset 179 : « Ils ont des cœurs, et pourtant ils ne savent pas s'entendre ; des yeux, et pourtant ils ne voient pas ; et des oreilles, et pourtant ils n'entendent pas. Ils sont comme des bêtes, ils sont même moins éclairés qu'elles. Ainsi ils sont comme des irréfléchis. » Réfléchissons alors et reprenons le chemin de la Raison, cette raison qui considère l'autre comme un partenaire de vie et non comme un ennemi et qui n'oublie jamais les

leçons de l'Histoire. L'autre est notre frère et notre avenir ne peut survivre que si celui de notre frère peut également s'épanouir. Nous ne sommes pas tous Charlie, comme nous n'avons pas tous été des Américains le lendemain du 11 septembre 2001. Nous sommes ce que nous voulons et rêvons, refusant de donner aux exploités et aux religieux les clés de nos valeurs humanistes, de nos émotions, de nos libertés.

Camarades, ne nous trompons ni de combat, ni d'ennemi. La misère et l'exploitation n'a ni frontière ni couleur, mais leurs géniteurs ont le même visage. Occupons chaque parcelle de vie pour interdire que les plantes de la haine et de l'intolérance y soient semées. Opposons à toute parole de peur et de haine celle de notre réflexion construite et argumentée, et de nos rêves têtus d'une société humaine pacifiée et juste. Ne laissons pas les marchés et la rue aux intégristes et aux fascistes, et diffusons notre propagande révolutionnaire. Nous savons pourquoi nous luttons et notre message n'en sera que plus audible si nous le disons plutôt que de rester dans la seule dénonciation. En ces temps d'obscurantisme et de peur, il est temps d'éclairer nos vies de la raison et de l'espoir qu'un autre monde peut et va vivre. Il est temps de sortir et de marcher comme un Homme. En riant, la tête dans les étoiles éclairées, la main tendue vers nos frères et sœurs, et le poing levé haut pour crever les nuages de haine et de racisme qui nous menacent. Sans Dieu ni haine... J. H.

L'obscénité religieuse

Partie 2/2



Cornélius

Liaison Poitiers
de la Fédération anarchiste

Ils reviennent, et accompagnés!

La religiosité s'affirme de nouveau et la déferlante de haine des anti-mariage pour tous a montré, s'il en était encore besoin, qu'il reste un socle catholique très organisé, très réactionnaire et qui sait s'acoquiner avec des païens nazillons, des juifs orthodoxes et des musulmans conservateurs... Et leur problème est bien celui, intrinsèque à la pensée religieuse monothéiste, non pas de défendre leur propre droit de s'agenouiller mais de lutter contre les droits des autres. Et tous ces islamo-catholiques osent brandir la protection des enfants comme prétexte de leur croisade! Eux qui endoctrinent leurs enfants, les emmènent dans leurs temples de la haine et de l'irraison! Paraphrasons Bakounine: les enfants n'appartiennent ni à leurs parents ni à l'État, mais à leur propre futur! Il n'est pas possible de nos jours d'accepter que des enfants soient encore baptisés, circoncis, endoctrinés.

Si nous avons écrit «islamo-catholiques», ce n'est pas un hasard! Si «catholique» signifie «universel», «islam» veut

dire «soumission»: il s'agit bien avec ces gens-là d'un projet de soumission universelle!

Si une droite et l'extrême droite se focalisent sur l'islam avec excès, comme si les musulmans étaient les seuls tenants du danger religieux, *a contrario*, une gauche et l'extrême gauche n'osent pas critiquer l'islam en tant que tel... Il y aurait des bons musulmans à protéger contre les méchants terroristes.

La percée des différentes facettes de l'islam politique fait que les extrémistes cachent des encore plus extrémistes qui, en définitive, font passer des salafistes non violents (la plupart des salafistes sont non violents) pour des gens à aider et des musulmans conservateurs pour des alliés des anarchistes! Bien évidemment, et heureusement, la majorité des croyants, quelle qu'elle soit, n'a pas une approche intolérante de la foi, mais, comme toutes les majorités, elle est travaillée par ses propres minorités agissantes qui l'influencent, par des activistes qui font progresser telle ou

telle valeur. Mais le recul réactionnaire actuel fait que les majorités religieuses, y compris en France, vont mettre en avant le refus de l'insulte à leur religion, ce qu'elles n'auraient pas fait il y a vingt ans. Or cette notion d'insulte est comme un thermomètre, et les extrémistes font baisser le seuil d'intolérance à la critique. Est-il encore permis de critiquer la religion elle-même, de la moquer, sans avoir peur de passer pour un raciste? Comme si musulman, c'était une race ou une ethnie! Est-il possible de dire que l'islam comme le judaïsme et le christianisme sont des idéologies à combattre, que ces monceaux de déraison nous font peur? Que nous sommes et resterons religieuxphobes!

Sous couvert du mot «tolérance», il nous faudrait accepter de voir l'espace public de nouveau soumis au fait religieux, sans le critiquer. Nous ne demandons surtout pas à l'État l'interdiction de quoi que ce soit, mais nous réaffirmons notre droit à critiquer la pensée religieuse! Donc si, bien sûr, dans l'espace collectif, nous défendons le droit de chacun à s'habiller et à se déshabiller comme il le souhaite, nous devons aussi affirmer notre droit à se moquer et à critiquer la symbolique qu'expriment les crucifix autour du cou, les voiles, les perruques, les barbes, les chapeaux et autres kippas. Car, après tout, nous sommes choqués que des gens expriment des opinions racistes ou homophobes à travers des tracts. La symbolique vestimentaire relève de la même chose. Peut-on encore dire à voix haute qu'un crucifix signifie que la personne pense que les homosexuels doivent brûler en enfer, qu'une femme a enfanté tout en restant vierge? Qu'un voile ou une perruque signifie que la femme est inférieure, impure?

Cette symbolique vestimentaire s'appuie sur des écrits, des preuves, nommés Coran, Bible, livres remplis d'horreurs. Si c'était nous qui écrivions le dixième de ce qui est contenu dans ces livres, sans s'appuyer sur la religion comme excuse, nous serions interdits de publication en France! Antisémitisme, appel à la haine, au meurtre, homophobie, haine des femmes, incitation à la surprocréation, pédophilie... tout y est! On change la couverture de la Bible ou du Coran, on met *Oui-Oui va à la plage: roman pour enfants*, et on est condamné au tribunal en raison du contenu.

L'atout des anarchistes, qui attaquent de front les trois religions monothéistes, est important: nous désarmons ainsi les critiques victimaires des uns et des autres. Il y a une quinzaine d'années, nous collions régulièrement des affiches contre les religions... Aujourd'hui, nous n'osons plus le faire, ou beaucoup moins. Et, de ce fait, les islamistes, les catholiques intégristes sont les fers de lance d'un renouveau du délit de blasphème. Et si la loi ne reconnaît pas encore le

blasphème, ces fanatiques font chauffer les tribunaux sans cesse jusqu'à ce que chacun, en mettant en avant l'attaque spécifique contre sa religion, l'associe avec une discrimination. *De facto*, c'est l'ensemble des religions qu'ils protègent par ces luttes judiciaires. Eux sont solidaires face aux tribunaux, mariage pour tous, caricatures de Mahomet...

L'excuse des anarchistes contre la frilosité de certains d'entre nous à s'en prendre à la religion est qu'il y a des fronts qui seraient plus importants. Que la lutte des classes peut bien s'accommoder de compromis! Si nous sommes une organisation spécifique, c'est justement pour lutter sur plusieurs fronts! Il n'y a aucune contradiction à lutter contre l'islam et à ne pas laisser ce champ à une droite anti-islam car chrétienne, et en même temps défendre des gens discriminés dans leur emploi parce que supposés musulmans! Aucune contradiction à se battre nous-mêmes contre l'intrusion de la religion dans l'espace public, mais refuser

L'atout des anarchistes, qui attaquent de front les trois monothéismes, est important: nous désarmons ainsi les critiques victimaires des uns et des autres.

de quémander à l'État de réguler cet espace public. Se battre pour la liberté d'expression, écrite, vestimentaire, cela implique de défendre notre droit de railler ces attitudes obscurantistes et médiévales: de critiquer ces expressions, sans retenues!

Il n'y a pas une religion des pauvres qui serait l'islam et une religion des riches qui serait le christianisme. La culpabilité d'une certaine gauche relativiste fondée sur le fait que l'islam serait la religion des immigrés est incompréhensible. Nombre de ces immigrés qui ont fui la hache des islamistes radicaux, notamment en Algérie, regardent ahuris les contorsions d'une certaine extrême gauche! Les nouveaux adeptes, dits «convertis», n'ont rien d'immigrés, et les princes du Qatar ou d'ailleurs n'ont rien de pauvres! D'un autre côté, les évangélistes chrétiens font des ravages dans les milieux populaires et nous pouvons penser aussi aux gens du voyage très touchés par ces nouvelles sectes. Les évangélistes ouvrent en France une église tous les dix jours.

Pour terminer sur ce point, s'il est une chose que nous devons marteler, c'est le refus de l'enfermement de la figure de l'Arabe dans l'islam! Tout le monde joue ce jeu trouble, à commencer par les islamistes, mais également les médias, les éducateurs, les enseignants, les chefs d'entreprise, les collègues, les camarades de classe: tout Arabe en France est présupposé musulman!

La vraie discrimination est là! Tu te nommes Rachida ou Rachid, on te demande si tu veux du jus d'orange plutôt que du vin, si tu manges du porc ou pas. À Jean-Claude ou à Marcelline, on ne demande pas cela. Nom à consonance arabe signifie «enfermement dans l'islamité», même si, athée et communiste, tu as failli te faire égorger au nom de ce même islam à Alger. Nos milieux ne sont pas exempts de cette attitude bienveillante (mais discriminatoire). Bienveillance qui est une forme de maltraitance.

La laïcité, isolée en Europe, est à défendre

La laïcité est quelque chose de propre à la France, même si nous en trouvons des variantes ailleurs. Cette laïcité est à défendre, et même à développer pour qu'elle ne soit pas une catho-laïcité qui laisse beau jeu aux musulmans et autres pour réclamer un équilibre des choses. Si les croyants sont aussi nombreux qu'ils le disent, qu'ils se cotisent pour construire leurs lieux d'abrutissement. À la limite pouvons-nous plaider qu'au regard des nombreuses églises vides nous pouvons en réquisitionner la grande majorité pour nous et ensuite répartir le reste à égalité entre les différentes clowneries monothéistes! Les religieux ont toujours su convertir une église en mosquée et inversement!

Et l'entreprise, est-ce un lieu où devrait s'appliquer la laïcité? Il nous est difficile de concevoir que la loi, l'État, mette des normes sur le lieu même de la lutte des classes qui divise les travailleurs. Nous, travailleurs et syndiqués, avons le droit de dire qu'en plus de l'exploitation salariale nous n'avons pas à subir l'affirmation de l'irrationnel au quotidien et qu'alors, si certains revendiquent des moments pour se mettre à genoux devant un dieu quelconque, eh bien revendiquons de monter sur les tables et de danser pour prier la disparition du capitalisme ou autre loufoquerie! L'expression de l'absurdité religieuse, même avec douceur, est un droit qui doit accepter notre droit à l'expression de la dénonciation de la faiblesse intellectuelle... tant qu'on en a le droit!

Par contre, là où nous serons plus fermes, c'est dès qu'il s'agit d'enfants. N'en déplaise à la CGT qui, par exemple, sur l'affaire Baby-Lou, ose hurler à, je cite, «l'effacement des identités culturelles» et dénoncer «l'extension de la laïcité à l'entreprise». Toute la manipulation est là: mettre le prosélytisme religieux (port du voile ou celui de crucifix géant) sur le plan d'une expression culturelle et non religieuse! Eh oui, pour nous, il n'est pas choquant de vouloir interdire l'expression religieuse vestimentaire dans l'entreprise dès que des enfants vont être en contact avec des salariés. Notre rôle, militants anarchistes, c'est que les dévotions chrétiennes soient traitées à égalité avec les âneries musulmanes et refuser l'instrumen-



talisation de l'islam pour faire du racisme anti-Arabe.

Mais allons plus loin. Lorsque nous faisons des formations pour les assistantes maternelles, et abordons ce sujet, en général le groupe pense que les parents doivent accepter des nounous musulmanes ou chrétiennes affirmées (qui portent le voile ou ont des icônes orthodoxes dans la maison). Si nous demandons : « Et si la nounou est témoin de Jéhovah ? », le groupe, en général, s'exprime en chœur pour hurler : « Ah non, c'est une secte ! il faut protéger l'enfant. »

Pour nous, anarchistes, la laïcité peut être utile, mais elle n'est jamais qu'un instrument pour aller plus loin et faire reculer le fait religieux dans la sphère privée des adultes.

Cet instrument est aussi celui sur lequel s'appuient les religions minoritaires pour se développer, car, à la différence d'autres pays, tous les cultes sont censés être à égalité en France. En Russie, les catholiques ou les musulmans ne sont pas appuyés par l'État à la différence de l'orthodoxie. En Algérie, il est devenu quasiment impossible de se convertir au christianisme. En Palestine-Cisjordanie, l'expression athéiste vaut prison et mauvais traitements (exemple : Waleed al-Huseini, réfugié en France)... Je ne vais pas lister le nombre de pays de l'Union européenne où la prière et l'instruction reli-

gieuse sont obligatoires à l'école, mais juste citer la Grèce ou, d'une manière plus alambiquée, la Finlande.

Avec le recul de la laïcité en Turquie (laïcité autoritaire et qui était une islamo-laïcité comme en France on a une catho-laïcité), la France se trouve sur la défensive avec son

Toute la manipulation est là : mettre le prosélytisme religieux (port du voile ou celui de crucifix géant) sur le plan d'une expression culturelle et non religieuse !

modèle face aux conceptions sécularistes anglo-saxonnes, face au recul du panarabisme laïc (et autoritaire) contre une islamisation plus ou moins de façade de toutes les composantes des sociétés arabes. Et au sein d'une Union européenne philo-religieuse, sécularisée en grande partie, mais où très souvent les religions et leurs ministres sont financés par l'argent des citoyens.

Cependant, il nous faut être sur un mode offensif. Pourquoi nous, anarchistes, libres-penseurs, n'avons-nous pas la force d'obtenir sur le service public de la télévision une émission sur l'athéisme ? Pourquoi n'avons-nous pas des libres-penseurs qui puissent

intervenir dans les prisons, plutôt que de laisser les personnes enfermées subir, en plus de l'enfer de l'enfermement, celui des déblatérations des aumôniers et autres imams ! Pourquoi laissons-nous quasiment les seuls réseaux religieux visiter les malades dans les hôpitaux, les vieillards en fin de vie dans les Ehpad ? La République française ne subventionne ni ne reconnaît aucun culte, mais dans de nombreux lieux, c'est faux : les religieux font office de conseillers... et les athées ou pourquoi pas d'autres options philosophique ne sont pas présents !

Mais rappelons que la laïcité n'est qu'une étape, et que nous, anarchistes, nous combattons le fait religieux, y compris lorsqu'il est déiste, consumériste ou autre. Mais laisser tranquille une sphère sacrée, accepter qu'il y ait des choses qui ne se questionnent pas, qu'il y ait autre chose que la matière et l'énergie, c'est laisser le pouvoir s'incruster et se développer. Cependant, nous savons bien, par goût de la liberté, qu'il nous est contraire, à part pour les enfants, de quémander à l'État d'interdire quoi que ce soit par la loi. Non seulement les modèles staliniens qui réprimaient par la loi les religions sont aux antipodes de nos valeurs et principes, mais en plus ils ont montré leur contre-performance. La chute du mur s'est faite au nom de la liberté portée par les pires réactionnaires. Au même



moment où Jean-Paul II défendait la liberté en Pologne, il faisait assassiner les tenants de la théologie de la libération en Amérique du Sud!

Quelles concessions avec les croyants dans la lutte des classes ?

Tous les anarchistes n'ont pas la même approche. Il est certain que pour nous l'organisation spécifique est aussi un lieu de propagande athéiste et, redisons-le, anti-théiste. Par contre, dans le cadre de luttes qui dépassent le cadre de l'organisation spécifique, la question peut se poser différemment. Les anarcho-syndicalistes, dont je suis, ne peuvent pas, par définition, organiser que des anarchistes. Mais dire cela ne répond pas entièrement à la question. Quel peut être notre degré d'acceptation du religieux au sein des mouvements sociaux, environnementaux, auxquels nous prenons part ? Il semble évident à nous tous que l'expression d'idées développées (racisme, xénophobie, étatsisme) par le Front national est une limite que nous ne pouvons accepter. Il va en être de même avec des pratiques et idées stalinienne (même s'il en reste peu), autoritarisme, obéissance au parti.

Mais, au quotidien, dans ces mouvements, nous acceptons de travailler avec des

gens qui se posent des questions sur, par exemple, la notion de frontière, qui défendent un État, d'autres qui vont prioriser la lutte environnementale avant toute autre lutte... Bref, nous faisons des compromis. La question du religieux n'est pas la plus sim-

Rappelons que la laïcité n'est qu'une étape, et que nous, anarchistes, nous combattons le fait religieux, y compris lorsqu'il est déiste, consumériste ou autre.

ple à aborder sur cette notion de compromis. Que des croyants, semi-croyants, agnostiques, athées bipolaires soient présents dans les luttes sans que nous nous sentions obligés d'en partir, c'est évident ! Il s'agit de bon sens et aussi de relations humaines, je ne sais pas si nous aimerions vivre dans un monde rempli d'anarchistes !

Le problème n'est pas dans la liberté de penser, heureusement, mais dans l'expression d'idées problématiques pour ce qui nous semble émancipateur. Il apparaît à première vue que l'extension des règles de la laïcité au sein des mouvements pourrait être

une solution. Mais nous connaissons les conséquences de la charte d'Amiens, où certains anarchistes, en voulant interdire la propagande des sectes philosophiques, se sont en fait interdits eux-mêmes toute propagande au sein de la CGT ! Nous devons nous battre pour que l'expression d'idées anti-émancipatrices – comme l'affichage de convictions religieuses monothéistes – ne soit pas possible au sein de ces mouvements. De même, si nous acceptons des étatistes, ils doivent se conformer à la démocratie directe de ces mouvements ! Nous refusons systématiquement l'établissement de règles autoritaires dans le fonctionnement, ou bien nous quittons ces mouvements. Avec l'expression religieuse, nous devons agir de la même façon.

Qu'une personne dise au détour d'une conversation qu'elle est chrétienne, c'est son droit, qu'on doive adapter notre calendrier de réunions aux horaires de la messe, c'est impensable. La présence de crucifix avec toute la symbolique que cela représente est également impensable. Après avoir dit cela, il y a la manière d'établir des règles, de le dire, et la très grande majorité des croyants que nous pouvons rencontrer sont des partisans de la laïcité, et, pour eux, la religion est une affaire privée. C.

Inégalités salariales hommes-femmes

UNE DES PLUS grandes injustices de notre société : les femmes gagnent 27 % de moins que les hommes en termes de moyenne nationale, tout type d'emplois confondus. Rachel Sylvera, économiste, enseignante à Paris-Ouest Nanterre La Défense, effectuant un travail de terrain pour donner la parole aux femmes, démontre cette atteinte au droit fondamental, celui de la dignité et de la reconnaissance du travail effectué, mais surtout préconise des solutions concrètes et efficaces. À un fait de société, il faut mobiliser chacun d'entre nous. L'égalité hommes/femmes doit mobiliser autant les hommes que les femmes car nous sommes les composantes d'une même société.

Salaire des femmes, salaire d'appoint ?

Le travail de Rachel Sylvera repose sur un constat : le salaire des femmes est considéré depuis le XIX^e siècle comme un salaire d'appoint, car la femme ne peut être socialement conçue que comme femme-épouse-mère dans une famille. Celui qui rapporte l'argent du foyer est nécessairement l'homme, la femme s'occupe du foyer, des enfants, du repos du guerrier. Elle travaille un temps limité, l'essentiel c'est l'homme qui le rapporte. Une caricature qui fleure encore bon les propos réactionnaires de notre vieille droite « travail famille patrie ». En 1860, les différences de salaires entre hommes et femmes au sein d'un même atelier pouvaient aller de 50 % à 100 %. Les premières conventions collectives admettaient le salaire féminin avec un écart de - 20 % dans la métallurgie et de - 15 % dans l'armement. Pourtant le mythe de la femme ouvrière au foyer n'avait aucun sens.

On peut considérer que la fixation du montant du salaire a une dimension morale, et que la dépendance de la femme à l'égard du mari fonde l'inégalité salariale. Cette conception anime le patronat, les économistes comme Jean Baptiste Say et Stuart Mill, ce dernier dénonçant pourtant le poids de la coutume. En fait, la femme, quelles que soient la quantité et la qualité de son travail, est toujours moins payée parce qu'elle est une femme, c'est-à-dire dans une condition sociale inférieure. Les poncifs les plus étonnants « justifient » cette inégalité. Ainsi les femmes ont des besoins, en termes de nourriture, inférieurs aux hommes de l'ordre d'un tiers. Les femmes sont moins

rentables, leur psychologie est plus fragile et pourtant le patronat leur fait occuper les mêmes postes que les hommes. Les injustices se retrouvent jusque dans le travail effectué. Elles seront le plus souvent sur des postes payés à la pièce, très durs et moins rémunérés, comme le décrit si bien Simone Weil. Il faudra attendre 1919 pour connaître la première égalité salariale homme/femme chez les instituteurs et 1930 chez « les dames de la poste ». Rappelons que les syndicats resteront longtemps méfiants à l'égard du travail des femmes comme dans l'affaire Couriau décrite dans *Trop jeunes pour mourir*. La Première Guerre mondiale connaîtra un début d'autonomie et de reconnaissance pour le travail des femmes, elles assument celui des hommes partis au combat. Après guerre, elles ne retourneront pas au foyer.

Rien n'est acquis

En 1945, l'égalité salariale est reconnue avec un écart de 10 % (!) remis en cause en 1946 à l'issue d'une mobilisation des femmes syndiquées. Ce constat montre l'évidence de la nécessaire mobilisation et implication des femmes dans les organisations syndicales et dans les luttes. Rien n'est acquis. Pour autant, la discrimination apparaît dans l'octroi des primes qui creusent l'écart.

L'inégalité apparaît dans le parcours professionnel, le retard des promotions, des coefficients, des échelons. Derrière une pseudo-égalité se maintient l'inégalité dans les évolutions de carrière avec les formules « plancher collant » et « plafond de verre ». Des réponses issues du monde du travail existent pour refuser cette situation. Très concrètement, un responsable syndical a élaboré une méthode dite « Méthode Leclerc » pour calculer les inégalités salariales et revendiquer une évolution devant les juridictions qui admettent aujourd'hui cette approche. Pourtant, même si une action individuelle porte ses fruits, elle épuise la personne qui se bat trop souvent seule face à l'entreprise et aux juges. Des témoignages admirables montrent la dureté du travail et le courage des femmes qui défendent leur droit. La vraie solution réside dans une prise en compte collective des retards de carrière des femmes avec les actions de groupe ou class action déjà mises en place pour les consommateurs.

Travail à valeur égale

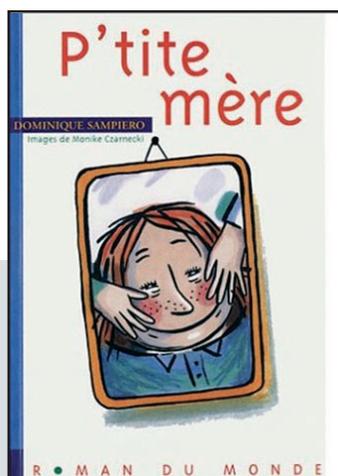
Plutôt que de se limiter au slogan « travail égal, salaire égal » qui oublie les primes et autres « à-côté », il faut intégrer la notion de travail à valeur égale en prenant en compte la part effective du travail, celle qui ne figure pas dans la fiche de poste, à savoir la capacité d'initiative, d'anticipation, les savoir-faire discrets. La réglementation permet déjà de « motiver » les entreprises, depuis 2012 des sanctions existent. Une autre organisation de l'entreprise doit remettre en cause cette distinction absurde entre le cœur de métier de l'entreprise assumé par des hommes mieux rémunérés que les fonctions périphériques (RH, communication) dévolues à des femmes. La revalorisation des emplois à dominante féminine passe par celle des diplômes, la prise en compte de la pénibilité des conditions de travail répétitif, les relations tendues avec les clients, donc celle des fonctions réellement exercées. L'inégalité salariale est un fait de société qui porte atteinte au respect de la personne humaine, à sa dignité en considérant qu'il est normal qu'une femme ait un salaire moindre parce qu'elle est une femme. Chaque acteur social, homme ou femme, doit se mobiliser pour défendre ce principe « à travail à valeur égale, salaire égal ».

Francis Pian



Rachel Sylvera, *Un quart en moins*, La Découverte, 2014, 238 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour les frais de port, comptez 10 %.

« P'tite mère »



Dominique Sampiero, illustrations de Monike Czarmecki, *P'tite mère*, Roman du Monde, 2014. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour les frais de port, comptez 10 %.

QUAND J'AI TERMINÉ CE LIVRE, j'étais KO. Poignant, palpitant et pourtant sans pathos.

C'est l'histoire de Laetitia, une toute petite fille de cinq ans.

Elle n'a jamais connu que la pauvreté la plus extrême. Elle nous raconte le jour où elle a souri pour la première fois. Mais avant...

D'abord sa maman fait tout à l'envers : « Le soir elle n'allume plus la lumière, juste une lampe de poche. Et la lessive, jamais dans la machine à laver. Un peu d'eau froide, le bouchon de l'évier, et hop du savon, elle frotte, elle frotte... »

Et puis son papa : « Depuis six mois papa cherche du travail. Même si je ne le vois plus beaucoup à la maison, je préfère : à la maison il pleure lui aussi. Il reste assis dans un coin. Je n'ose rien dire. Même quand maman revient. »

Et bien sûr, comme elle est différente, à l'école les copines ne sont pas tendres avec Laetitia : « Il y en a une, je ne dirai même pas son nom, elle

m'a craché une méchanceté : que j'avais des poux et des yeux sales ! ça ne me plaît pas, je vais vérifier. Pour les cheveux, pas de problème ! Mais quand je regarde ma figure dans une glace, je ne comprends pas. Il y a du noir sous mes yeux et ma bouche ne sourit jamais. Jamais. »

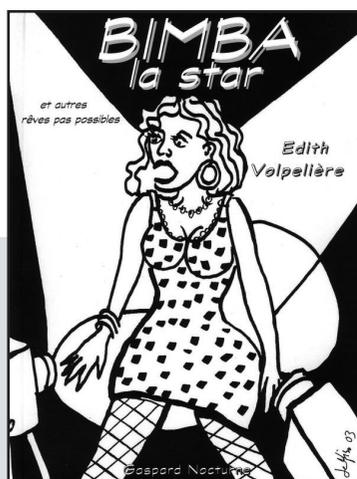
Et puis un jour, la maman de Laetitia arrive toute essoufflée « (papa) s'est fait embaucher ! Incroyable, il a trouvé du travail par ici, et pour un mois !... »

« Me croyez-vous ? Il y a eu un (second) miracle ce jour-là. Dans le miroir, en plein milieu : un beau, un vrai sourire ! Jusque dans mes yeux ! »

« P'tite mère » est le premier livre jeunesse qu'a écrit Dominique Sampiero. Et c'est une réussite totale !

Laurence Warot

Bimba la star et autres rêves pas possibles



Edith Volpelière, illustrations de Delfino, *Bimba la star et autres rêves pas possibles*, Éditions Gaspard Nocturne, 2014, 157 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour les frais de port, comptez 10 %.

CE LIVRE FAIT PENSER AU FILM *La Fiancée du pirate* de Nelly Kaplan interprété par Bernadette Laffont.

Fait d'histoires courtes sur des petites filles, des jeunes filles, des femmes qui un jour décident ou alors pour lesquelles on décide (Nina) qu'elles vont passer du rêve à la réalité, c'est : on va voir un peu de quoi je suis capable.

Ce sont toutes des fiancées du pirate, même si la fin n'est jamais vraiment positive, comme dans le film de Nelly Kaplan, encore que !

Un jour elles décident toutes de passer à l'acte, irrémédiablement.

Comme Lili : « Elle y pensait depuis des jours depuis l'été dernier. C'était un rêve énorme, magnifique, sublime... ». Mais on ne saura jamais quel était

ce rêve ni ce qu'est devenue Lili après qu'elle est définitivement partie de chez elle et a coupé tous les ponts pour partir sur les routes vivre son rêve.

Pour toutes leur rêve est si puissant qu'il devient une obsession et qu'il ne peut être que définitif, quitte à ce que la société bien sûr les honnissent. Mais comme l'a chanté Georges Brassens : « Non, les braves gens n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux... »

Dans ce premier livre, Edith Volpelière est en totale empathie avec ces femmes qu'elle fait vivre et qui peuvent être une parente, une voisine, une amie, lesquelles un jour essaient de passer de l'autre côté du miroir.

Un beau livre, tendre et subversif.

Laurence Warot

La Fédération anarchiste à Marseille



LE GROUPE GERMINAL, basé à Marseille, a été fondé en 2011, prenant ainsi la suite du Groupe anarchiste de Marseille fédéré pendant sept ans.

Il compte aujourd'hui une dizaine de militants à Marseille et dans les environs. Nous regroupons, dans un esprit synthésiste, plusieurs tendances (individualiste, éducationniste, insurrectionnaliste, anarcho-syndicaliste...).

Nous trouvons notre place et militons activement avec les différents groupes anarchistes présents à Marseille: Alternative libertaire, Anarchist Black Cross, Action antifasciste, le mouvement autonome, le Centre international de recherche sur l'anarchisme et différents collectifs (Tafta, sans-papiers...).

Avec ces différents groupes, nous avons milité localement contre l'installation des caméras de surveillance en centre-ville, l'arrivée en 2013 du rouleau-compresseur que fut la capitale de la culture et chaque année nous organisons le cortège libertaire du

1^{er} mai qui part en manifestation sauvage afin de rejoindre une place populaire de Marseille (La Plaine) pour nous joindre à la Sardinade organisée par des copains du quartier.

Nous sommes également actifs au sein de la Fédération anarchiste, en participant aux débats internes, en écrivant dans le *Monde libertaire* et en nous investissant dans les différents événements fédéraux comme les Rencontres internationales de l'anarchisme à Saint-Imier (Suisse) en 2012.

Les différentes tendances au sein de notre groupe nous ont amenés logiquement à faire le choix de la différenciation des tactiques de lutte. Ainsi, nous sommes présents dans la rue pour accompagner les mouvements sociaux: manifestation de soutien aux Palestiniens de Gaza, soutien à l'occupation des Moulins Maurel par les ouvriers, organisation, avec l'Anarchist Black Cross, d'une manifestation contre le terrorisme d'État de Kobané au Testet, lutte contre l'implantation d'un local d'extrême droite en

centre-ville (14, rue Navarin), etc. En parallèle, nous sommes présents dans les différents événements politiques et culturels dans les lieux autogérés de Marseille (la Salle Gueule, le Molotov, les squats...).

Nous proposons également des causeries tous les deux mois à destination d'un public que nous souhaitons le plus large possible. Ces discussions traitent de thèmes divers tels que «Défaites vos idées reçues sur l'anarchisme» avec Philippe Pelletier ou, dernièrement, «Louise Michel, son combat continue» en compagnie de Claire Auzias. Prochainement, le 14 mars, nous organisons une journée de soutien au Chiapas avec l'intervention de Guillaume Goutte suivie d'un concert militant.

Pour nous contacter ou être au courant de nos prochaines actions: groupe-germinal@riseup.net.

**Groupe Germinal
de la Fédération anarchiste**

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 29 janvier

15:00>16:30 **Bibliomanie**. Notre invité : Didier Decoin pour *Le Dictionnaire amoureux des faits divers* (éditions Plon).

Vendredi 30 janvier

14:30>16:00 **Les oreilles libres**. Nous recevons Alexandre Yterce, compositeur de musiques acousmatiques, artiste visuel, co-fondateur et animateur de la revue-disque Licences, espace de liberté artistique avec comme prolongement le festival du même nom, dont il sera question.

Dimanche 1^{er} février

14:00>15:30 **Naséma**. Naséma se veut un espace de dialogue et de partage entre les différents acteurs de la lutte contre le sida (personnes séropositives, militant-es, personnels soignants...). Une démarche positive et solidaire pour mieux comprendre les réalités de cette maladie.

Lundi 2 février

16:00>18:00 **Trous noirs**. David Doillon et Paola Domingo pour la sortie du livre *Amérique(s) anarchiste(s) Expressions libertaires du XIX^e au XXI^e siècle*.

Mardi 3 février

19:30>20:30 **Parole d'associations**. *Le Clochard Stellaire* de Georges de Cagliari. Avec nous ce soir Sara Veyron (metteur en scène) et Pierre Margot (interprète).

La disparition de notre ami et compagnon cubain Canek Sánchez

Guevara

NOTRE AMI et compagnon cubain Canek Sánchez Guevara vient de mourir à Mexico des suites d'une opération du cœur. Il avait 40 ans, fils d'Hildita Guevara, il était le petit-fils rebelle du Che.

Dans les langues anciennes du Mexique, Canek voulait dire le «Serpent noir». Né à La Havane en 1974, depuis plusieurs années, il menait une existence vagabonde afin de poursuivre le voyage de son grand-père en Amérique latine. Il tenait depuis un journal qu'il avait appelé *Voyage sans motocyclette*.

Irrévéréncieux et plein de sagacité, il critiqua à de nombreuses reprises et très ouvertement la révolution cubaine, jusqu'à ce qu'il soit obligé, à 22 ans, d'abandonner son pays natal pour s'installer au Mexique où vivait une partie de sa famille.

Écrivain, musicien de rock et graphiste de talent, Canek était un anarchiste iconoclaste, un homme libre et courageux. À Cuba, dès son adolescence, il tourna le dos à la carrière de militaire de haut rang que voulait lui imposer son entourage. Punk et rebelle, il critiqua ouvertement les tenants du régime, les militaires et la bourgeoisie socialiste qui n'accepta jamais de voir l'héritier du Che s'opposer à eux.

«La révolution cubaine a accouché d'une bourgeoisie, d'appareils répressifs disposés à défendre du peuple une bureaucratie très éloignée de ce même peuple. Mais surtout elle a été antidémocratique en raison du messianisme religieux de son leader», déclarait-il dans un entretien pour l'hebdomadaire mexicain *Proceso* en octobre 2004.

Une des raisons qui l'éloignèrent de l'île fut «la criminalisation de la différence, aux moyens de persécutions des homosexuels, des hippies, des libres penseurs, des syndicalistes et des poètes» et l'installation d'une «bourgeoisie socialiste [...] faussement prolétarienne».

«Toutes mes critiques sur Fidel Castro partent de son éloignement des idéaux libertaires, de la trahison commise contre le peuple de Cuba et de l'épouvantable système de vigilance établi pour préserver l'État en écrasant les gens.»

Il était membre du Mouvement libertaire cubain en exil depuis de nombreuses années et il écrivait pour des revues littéraires mexicaines comme *Letras libres* et *Milenio Semanal*.

Canek, tu resteras toujours en nos mémoires libertaires. Que la terre te soit légère. ; Hasta siempre compañero!

Daniel Pinós

Galsci et groupe Salvador-Seguí (FA)

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Jeudi 29 janvier

Limoges (87)

18 heures. Soirée en hommage à Pete Seeger (1919-2014), inoubliable voix de la résistance à la guerre, évoquée par ses amies et amis américains et français. Organisé par le groupe limousin de l'Union pacifiste, avec le soutien du Centre international de recherches sur l'anarchisme en Limousin. Salle Blanqui 3 (derrière la mairie). Entrée libre.

Samedi 31 janvier

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Rebecca Wengrow autour de son livre *Trois quarts d'heure d'éternité* (Fortuna Éditions). Rebecca Wengrow nous embarque dans les couloirs de la maison d'arrêt de Fresnes. Nous la suivons pas à pas, mur après mur, porte après porte, jusqu'à lui... Avec la participation de Jacques Lesage de La Haye de l'émission Ras-les-murs de Radio libertaire. Entrée libre. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mercredi 4 février

Marseille (13)

19 heures. Conférence-débat précédée de la projection du documentaire de Nicolas Eprendre, *Élisée Reclus, la passion du monde*. Avec Nicolas Eprendre, réalisateur, Philippe Pelletier, géographe, Ronald Creagh, sociologue et historien et Jean-Pierre Lanfrey, modérateur. Théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré.

Samedi 7 février

Paris XVIII^e

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, seconde séance du cycle « Histoire et sociologie de la démocratie représentative », conférence-débat sur le thème de

« La professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires », à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Jeudi 19 février

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué des huttes* (Pôle Nord, 2014) dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur : <http://kropotkine.cybertaria.org/> Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur : kropotkine.cybertaria.org. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

L'ÉCOLE DE LA RUE

Cycle de conférences-débats « Histoire et sociologie de la démocratie représentative ».

24 janvier 2015, 16 heures. Séance 1 : l'appropriation-imposition de l'élection ou comment les citoyens sont devenus des électeurs

7 février 2015, 16 heures. Séance 2 : la professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires

À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris (XVIII^e).

Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

Programme sur le site www.groupe-louise-michel.org.



JOURNÉES LIBERTAIRES



Pau du 16 au 21 février 2015